

Le président Trump fait volte-face, provoquant un séisme au Proche et au Moyen-Orient



Tandis que Donald Trump a annoncé le retour imminent de ses troupes positionnées en Syrie, puis de celles mobilisées en Afghanistan, la nouvelle provoque une véritable onde de choc au Proche et au Moyen-Orient, où les cartes du jeu géopolitique s'apprêtent à être rebattues dans la région.

Avec Alain Rodier

Le 19 décembre, le président Donald Trump a annoncé coup sur coup le retrait prochain des troupes américaines de Syrie puis d'Afghanistan. Il n'est pas impossible qu'une même décision soit bientôt prise pour l'Irak après que les forces US qui se replient de Syrie n'aient transité par ce pays. Cette manière précipitée de procéder n'étonne pas les observateurs avertis puisque le "*retour des boys à la maison*" avait été une de ses grandes promesses de campagne de 2016. Trump ne fait donc que tenir une partie de ses engagements politiques. A l'évidence, il a l'élection présidentielle de 2020 dans le viseur car le désengagement des États-Unis des conflits extérieurs est très populaire.

Ce qui est plus sidérant, c'est sa manière brutale de procéder - même si on commence à la connaître - qui met ses alliés en grande difficulté. C'est d'ailleurs ce qui a provoqué la démission du secrétaire d'Etat à la défense, le général James Mattis qui devrait quitter son poste fin février.

Plus important sans doute, le départ des Américains va bouleverser la donne sur le terrain dans les mois et les années à venir et les conséquences sont difficilement prévisibles.

Tout d'abord en Afghanistan, même si ce retrait ne concerne que la moitié du contingent déployé (7 000 sur 14 000), le pouvoir en place va être mis dans une position pour le moins "inconfortable" déjà qu'il ne contrôle plus qu'environ la moitié du pays (et encore) et que Kaboul est l'objet d'attaques régulières de la part de terroristes dirigés par Daech ou les taliban. Même l'opération "Resolute support" qui regroupe 41 pays est menacée. A savoir qu'en dehors des Américains, il n'y a que 2 000 militaires étrangers qui risquent de commencer à se sentir un peu seuls!

Sans être devin, il est vraisemblable que le scénario qui s'est déroulé après le départ des Soviétiques en 1979 va se répéter, certes avec des variantes : la guerre civile va se généraliser et le pouvoir central va finir par se déliter si les Américains procèdent comme au Vietnam en 1973-75. Il est difficile de prévoir qui tirera les marrons du feu mais il semble que les taliban restent les plus nombreux, les mieux organisés et ceux qui ont la plus grande expérience pour avoir les chances de reprendre Kaboul. De son côté, Daech a un problème avec les taliban : il ne parvient pas à les faire désigner comme des "apostats" (des traîtres à l'islam) auprès des populations locales et ne bénéficie donc pas - comme sur d'autres théâtres - de la supériorité idéologico-politique que lui donne son interprétation littérale des textes sacrés.

Les taliban ne s'y sont pas trompés et ont rencontré discrètement à plusieurs reprises des émissaires américains emmenés par Zalmay Khalizad, un ancien ambassadeur US en Irak et en Afghanistan pour "préparer l'avenir". On peut deviner ce qui aurait été négocié : "nous nous en allons mais vous nous gardez pas de couvrir un nouveau 11 septembre aux États-Unis". Pour les taliban, il ne fait pas de doute que "les promesses n'engagent que ceux qui les croient" d'autant qu'il ne faut pas oublier qu'ils sont toujours les protecteurs d'Al-Qaida "canal historique" dont l'émir, Ayman al-Zawahiri, n'a justement qu'un objectif : attaquer les États-Unis en faisant mieux que son maître, Oussama Ben Laden.

En résumé, l'"Etat Islamique d'Afghanistan" placé sous la houlette des taliban a des chances de renaître de ses cendres depuis sa disparition en 2001/2002. Cela ne signifie pas un retour vers la paix civile puisque des grands seigneurs de guerre (comme l'inaltérable général Abdul Rachid Dostom) vont vraisemblablement se replier dans les provinces qu'ils contrôlent de manière à échapper au pouvoir qui se mettra en place à Kaboul. Ils survivront grâce aux différents trafics auxquels ils se livrent traditionnellement dont celui de l'opium.

En Syrie, cela va être la solution du "soit-soit". Les Américains se retirant du pays et abandonnant à leur sort les Forces démocratiques syriennes (FDS) majoritairement composées de Kurdes syriens du PYD "apoïstes" (une idéologie prônée par Abdullah Öcalan "Apo", l'ancien leader du PKK incarcéré depuis 1999 en Turquie ; c'est un savant mélange de marxisme-léninisme, d'autogestion, d'écologie et de droit des femmes), ces dernières risquent d'avoir à faire face à une offensive généralisée de l'armée turque qui envahirait tout le nord du pays pour chasser les organisations "terroristes" comme elles sont désignées de manière répétitive par le président Recep Tayyip Erdoğan. A noter que les membres des forces spéciales françaises et britanniques présents en Syrie ne vont pas pouvoir y rester après le départ des Américains car ils n'en ont tout simplement pas les moyens. Il y a peu de chances que les Kurdes syriens puissent négocier un statu-co avec Ankara car les passifs sont trop importants.

Le seul salut des Kurdes consiste donc à conclure rapidement un accord avec le pouvoir de Damas pour obtenir sa protection et, par ricochet, celle de l'aviation russe. Cela ne devrait pas être trop difficile pour la simple raison que les Kurdes syriens ne se sont jamais affrontés à Bachar el-Assad depuis le début de la révolution en 2011 en dehors de quelques rares incidents localisés qui étaient le fait de petits chefs locaux.

De plus, Damas ne peut tolérer une nouvelle intrusion de la Turquie sur son territoire après que la province d'Afrin située au nord-ouest du pays ait subi ce sort (théoriquement des milices turkmènes syriennes ont "libéré" cette province, mais c'est surtout l'armée turque qui était à la manœuvre). De plus, cela permettrait à Damas de récupérer les champs d'hydrocarbures situés au nord-est de l'Euphrate. Ils lui sont indispensables pour financer en partie la reconstruction du pays (la Chine est intéressée mais il faut bien la payer d'une manière ou d'une autre).

Il n'en reste pas moins qu'un risque de confrontation directe entre la Syrie et la Turquie n'est pas à exclure et il sera alors vital de suivre l'attitude des Russes et - dans une moindre mesure - des Iraniens (qui ont peu de capacités de réaction). La stratégie d'Israël bientôt seul pays à contrer l'influence iranienne en Syrie va sans doute aussi être impactée et, là aussi, Moscou a son mot à dire.

Peut-être qu'une solution médiane va être négociée : les Turcs seraient autorisés à contrôler une bande de sécurité de quelques dizaines de kilomètres de profondeur à l'intérieur de la Syrie et l'armée de Damas irait à leur rencontre pour établir une "ligne de démarcation". Dans les faits, c'est tracer une nouvelle frontière. A noter que cela existe déjà à Chypre...

Le repli américain est aussi en contradiction avec la politique de *containment* prônée par Washington à l'égard de Moscou et de Téhéran au Proche-Orient. Cette dernière était largement décrite depuis plusieurs mois par le représentant américain pour la Syrie, James Jeffrey. Il garantissait que les Américains ne quitteraient pas la Syrie tant que des Iraniens et les milices qu'ils encadrent seraient encore présents sur zone. Devant le camouflet infligé, il risque aussi de démissionner rapidement...

A moins d'un nouveau retournement du président Trump (avec lui, rien n'est impossible car il a fait de la "surprise" un de ses moyens stratégiques en matière de politique étrangère), la situation ne peut que mal tourner en Afghanistan et en Syrie - puis en Irak -. Pour Trump, ce sont des théâtres de guerre lointains et sans intérêt pour les États-Unis qui se focalisent désormais sur la Chine, la Russie et l'Iran (mais plus à travers de la Syrie laissée à la charge d'Israël).

Daech qui, certes, a perdu son proto-Etat, n'est pas vaincu militairement. Il a simplement changé de stratégie. Les désordres à venir vont peut-être lui permettre de regagner de nombreux fidèles. Globalement, les salafistes-djihadistes de Daech et d'Al-Qaida ne sont pas pressés car leur notion du temps est différente de la nôtre : leur combat s'étendra sur des générations jusqu'à l'établissement du "califat" mondial... Même repliés sur eux-mêmes, les Américains finiront par être impactés à leur tour.